



Face à la crise de la mondialisation : exerçons un pouvoir local et réseauté

Donald Cuccioletta

► To cite this version:

Donald Cuccioletta. Face à la crise de la mondialisation : exerçons un pouvoir local et réseauté. 1ère Conférence Intercontinentale d'Intelligence Territoriale "Interdisciplinarité dans l'aménagement et développement des territoires", Oct 2011, Gatineau, Canada. pp.4, 2013. <halshs-00958293>

HAL Id: halshs-00958293

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00958293>

Submitted on 28 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FACE A LA CRISE DE LA MONDIALISATION: EXERCONS UN POUVOIR LOCAL ET RESEAUTE

Donald CUCCIOLETTA

Chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques;
Chargé de cours/Université du Québec à Montréal; Université du Québec en Outaouais

Pour certains observateurs de la scène internationale issus de la pensée critique, l'avènement de la mondialisation néolibérale, à l'opposé de l'ancienne mondialisation mercantiliste, est venu bouleverser, créer et imposer de nouveaux paramètres pour la gérance du pouvoir économique, politique et même socioculturel de notre monde. Depuis la chute de l'Union Soviétique, cette mondialisation néolibérale est venue s'établir d'une façon triomphale et a su remplacer les vieux paramètres de la Guerre froide, qui avaient dominé l'ordre international depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Un nouvel ordre mondial est né, avec de nouvelles règles du jeu, auxquelles toutes les nations de la planète doivent adhérer ou périr. Toute cette réorganisation économique planétaire, proposée comme une idéologie salubre pour nous tous, a produit des milliards de profits pour les banques et les institutions financières. Mais elle a surtout fait augmenter la misère et la pauvreté dans l'ensemble des nations, même parmi les soi-disant pays avancés. Ainsi, la question à laquelle nous faisons face est : comment répondre à ces nouveaux défis engendrés par cette mondialisation néolibérale ? Comment créer un nouvel espoir pour ceux qui sont victimes, ici et ailleurs, de ce système soi-disant libérateur ? Devons-nous nous organiser et de quelle façon ? Est-ce que nous avons besoin de reformuler un nouveau pouvoir économique et même politique, qui sera construit sur des nouvelles bases ? Et comment faire pour y parvenir ?

Nous sommes témoins aujourd'hui, depuis la chute des marchés boursiers en 2008, de la première crise de la mondialisation néolibérale. Commencée en 2008 avec la chute des marchés boursiers sur Wall Street, elle s'est propagée partout sur la planète. Avec la crise de la dette en Europe qui a engendré une crise politique particulièrement en Grèce, en Italie et en Espagne, nous voyons que la France et l'Allemagne sont aussi ébranlés. Avec la lenteur

de la reprise aux États-Unis et les banques qui sont incapables de racheter la dette, nous sommes devant le commencement d'un deuxième cycle de la crise économique, qui menace de nous amener au bord de la dépression.

La crise est systémique. Le capitalisme a besoin de se restructurer pour le 21^e siècle. Mais la crise n'est pas seulement économique; elle est aussi sociale, culturelle, et politique. Cette crise met en doute la gouvernance de nos classes politiques et nos classes économiques. Mais cette crise fait aussi des victimes, surtout auprès des citoyens, qui ont perdu leurs emplois avec les fermetures d'usines, la disparition des fonds de pension, les pertes des biens immobiliers, et ceci mène au désespoir, à la dépression, et même au suicide. L'espoir d'un avenir meilleur pour une vaste partie de la population mondiale est perdu.

Or nous savons depuis 20 ans que la mondialisation néolibérale n'était pas un système fait pour les peuples. Une mondialisation qui depuis son début, en 1990, avec la chute de l'Union Soviétique, avait procuré d'énormes profits pour les classes économiques et politiques.

Mais un autre phénomène est apparu avec cette mondialisation. Une hyper-concentration du capital dans les institutions financières, particulièrement dans les pays dits avancés, avec la conséquence que les pays du Nord s'est enrichi et que ceux du Sud se sont appauvris.

Les règles du jeu ont changé. Avec cette mondialisation néolibérale, tous les pays de la planète doivent adhérer aux dictats du Fonds Monétaire International et de la World Bank, sinon ils sont mis de côté. Même quand ces pays suivent les politiques prescrites par ces deux institutions, les peuples se voient appauvris. Le cas de l'Argentine de 2000 à 2003 est assez éloquent sur le sujet. Avec la dénationalisation et la vente des compagnies d'état aux entreprises privées nationales et étrangères par le Président Menem,

sous la couverture de rendre l'économie plus efficace, nous avons été témoins de l'appauvrissement de la classe moyenne argentine. Tandis que les banques et les compagnies étrangères, quand la crise s'est déclarée, se sont précipitées à quitter le pays avec les avoirs des Argentins. Nous avons tous pris connaissance des impacts de la mondialisation néolibérale sur le pays qui avait été signalé, par le FMI, comme un exemple à suivre.

Mais les peuples ont réagi face à cette mondialisation néolibérale. L'altermondialisation a pris naissance. Dans chaque région et localité, touchée par la mondialisation, les gens se sont regroupés, ils ont échangé ils se sont organisés et ils ont lutté. Ce mouvement est un mouvement mondial. Parfois on les appelle les indignés, parfois les insurgés, et tous ressentent « Les Occupants de Wall Street. ».

C'est la prise en main par les peuples, de l'Agora, de la Piazza, de la Place publique, suivant l'exemple de la Place Tahrir C'est un exercice par les peuples qui dit « basta ». Un exercice pour une démocratie citoyenne. Sans pour autant savoir quelle est la définition de cette démocratie citoyenne, ni la direction qu'elle va prendre, mais il semble assez clair que les peuples ne veulent plus de cette démocratie néolibérale. Cette démocratie néolibérale, qui a déconstruit les valeurs de la démocratie sociale, pour les remplacer par une démocratie qui prône l'argent, le matérialisme et la consommation à outrance. Une démocratie néolibérale qui provoque des crises, endette le monde et cherche les solutions dans les poches des travailleurs, des salariés et des étudiants. Le cas de la Grèce avec un budget d'austérité imposé par l'Union européenne est assez éloquent sur ce sujet. Même la France pour maintenir les profits des banques françaises, a imposé son pire budget d'austérité depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ainsi nous avons vu naître un nouvel esprit démocratique, une démocratie où les citoyens et citoyennes, sentent qu'ils et elles sont « empowered ». Pas dans une optique de contrôle, mais d'être capable de ressentir ne serait-ce que pour un moment, qu'ils sont pleinement des citoyens et citoyennes qui exerceront un pouvoir dans une démocratie. Pas une démocratie qui les reconnaisse seulement et uniquement, comme des consommateurs, des contribuables, ou qui sollicite leurs participation citoyenne seulement tous les quatre ans, quand la classe politique a besoin de leur vote, pour nous faire croire que la démocratie néolibérale va très bien. Mais nous savons tous que ce type de démocratie ne va pas bien.

Depuis la première manifestation contre le G8 à Seattle, nous voyons comment le phénomène de la

communication – non pas cette communication des grandes sociétés médiatiques, qui nous gavent avec leur société de spectacles¹ – mais une communication qui nous permet de créer, comme l'a écrit le sociologue Manuel Castells², une société résautée, informée et solidaire. Par ce *réseautage* communicationnel, et vous en êtes la preuve ici aujourd'hui, nous créerons une nouvelle société, sans frontières, indépendante des États-nations et avec une possibilité de conceptualiser une nouvelle définition du pouvoir économique et politique.

Dans cette nouvelle quête, pour une nouvelle définition de la démocratie, basée sur les actions locales avec une pensée globale, nous ne sommes plus prisonniers des frontières créées par les autres, avec des intérêts parfois à l'opposé de nous. Le Mur de Berlin est tombé, il a libéré l'Union Soviétique, mais il a libéré aussi les murs et les frontières dans nos têtes. Les médias sociaux sont l'instrument qui propage, par le *réseautage* humain, cette nouvelle société sans frontières, et soulève aussi le désir pour conquérir et détruire d'autres murs de Berlin : le printemps arabe en est un excellent exemple.

Vos travaux, vos études et votre présence dans ce colloque international sur l'Intelligence territoriale, comme le printemps arabe, comme les manifestations à Tel-Aviv, etc., et tous les autres projets populaires, sont les embryons de ce nouveau pouvoir. Il y a quelques années, un sociologue britannique, John Holloway de l'Université de Sussex, a publié un livre avec un titre assez provocateur : « Changer le monde, sans prendre le pouvoir³ ».

La thèse de Holloway était de promouvoir une nouvelle définition du pouvoir. Il explique dans la première partie de l'ouvrage comment, à travers les luttes populaires du passé, les nouveaux dirigeants, une fois arrivés au pouvoir et dans tous les cas, ont reproduit les mêmes structures oppressives, plutôt que de créer des nouvelles structures libératrices. Pour Holloway, la raison de ces échecs, est que ces expériences n'ont pas redéfini de nouveaux paramètres pour le pouvoir mais ont simplement remplacé le pouvoir ancien par les mêmes structures du pouvoir. Tout en nous disant que les temps avaient changé, dans les faits, cela était resté au niveau du discours, sans produire un nouveau concept du pouvoir et de la gouvernance. Depuis 1990, nous avons été témoins de la chute et de la transformation profonde de ces expériences.

Si nous voulons changer notre monde, il faut nous donner des nouvelles définitions du pouvoir et créer

¹ À ce sujet voir Debod (1967).

² Voir Castells (1996).

³ Voir Holloway (2007).

de nouvelles institutions basées sur ces nouvelles définitions du pouvoir. La montée de la démocratie citoyenne sous toutes ses formes, et le *réseautage* de l'IT fait partie selon moi de cette nouvelle mouvance, qui trouve sa réalité sur le plan local, fait partie de cette nouvelle volonté qui ose redéfinir le concept du pouvoir, un pouvoir décentralisé et innovateur.

Le nouveau pouvoir se vit, se discute, se développe, se définit, et éventuellement se construit au niveau local. Mais pas un local isolé, pas un local régional, ni un local restrictif, mais un local réseauté, avec une mentalité globale, basé sur une stratégie humaine. Comme à la période de la renaissance où l'humain était mis au centre de l'art, la stratégie humaine doit mettre l'humain au centre de tous projets, de toutes discussions, et surtout au centre de nos actions.

La connaissance humaine peut se définir et être encadrée par les lieux académiques. Une véritable intelligence humaine se base sur le regroupement de toutes expériences humaines, indépendamment des champs de compétences. Cette façon de voir et de définir cette intelligence élargie fait partie aussi de la nouvelle définition de la démocratie et du pouvoir.

Il ne faut pas attendre la prise du pouvoir traditionnel, mais il faut à travers notre engagement, prendre conscience que par nos actions, nos études, nos recherches, notre *réseautage* que nous mettons en place les premiers jalons d'une nouvelle démocratie, et d'un nouveau concept du pouvoir.

Mais ce nouvel élan passe par la mise en place d'une direction citoyenne.

Malheureusement plutôt que d'encourager l'ouverture démocratique, la réponse de plusieurs gouvernements, même ceux qui se réclament les défenseurs de la démocratie, est une attitude de circonscription de la lutte de ces mouvements populaires en cherchant notamment à limiter l'accès aux médias sociaux, à limiter les blogues, à fermer les signaux d'Internet et ainsi à limiter les discussions et ultimement la liberté de parole.

Le travail fait autour de l'Intelligence Territoriale qui se veut une décentralisation du pouvoir économique, social et même politique, fait partie de cette nouvelle stratégie humaine. Samir Amin pose la question et je cite : « L'intégration régionale, en favorisant le surgissement de nouveaux pôles de développement peut-elle constituer une forme de résistance et d'alternative? » (Amin, 2008)

Poser la question c'est y répondre, mais la réponse à cette question n'est pas simple. Cette alternative des peuples, qui associe démocratisation de la société et progrès social, doit s'inscrire dans une perspective de développement intégrant et non excluant. C'est-à-dire que l'implication des classes

populaires, au Nord comme au Sud, implique une stratégie politique de développement rural et semi-rural, fondée sur la garantie de l'accès au sol, pour les peuples du Sud et pour les peuples du Nord, aux ressources naturelles et sociétales.

Ainsi nous devons rester accrochés au message de Nelson Mandela voulant que le 21^e siècle doive être un siècle d'édification des bases d'une humanité libre. Il s'agit en somme de se mettre collectivement à la tâche d'élaborer une nouvelle stratégie d'existence commune.

En définitive, il faut faire en sorte d'élargir nos horizons, de reconnaître l'autre en soi et de briser toutes les frontières qui nous empêchent de devenir véritablement des citoyens du monde.

REFERENCES

Amin, S. 2008. *Débâcle financière, crise systémique: réponses illusives et réponses nécessaires*. Mondialisation.ca - Centre de recherche sur la mondialisation. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/d-b-cle-financi-re-crise-syst-mique-r-ponses-illusoires-et-r-ponses-n-cessaires/11116>.

Castells, M. 1996. *The Rise of Network Society*. Blackwell Publishers, Inc., 556 p.

Debord, G. 1967. *La société du spectacle*. Coll. «Folio»: Buchet-Chastel, 224 p. En ligne: http://classiques.uqac.ca/contemporains/debord_gu_y/societe_du_spectacle/societe_du_spectacle.pdf.

Holloway, J. 2008. *Changer le monde sans prendre le pouvoir : Le sens de la révolution aujourd'hui*. Montréal: Lux.